

Unité départementale du Rhône  
63 avenue Roger Salengro  
69100 VILLEURBANNE

Villeurbanne, le 21/07/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/07/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

Société SOGRAP

Lieu dit « En Chalosset »  
69 170 Saint-Marcel-L'Éclairé

Références : UDR-SSDAS-22-189-YG

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/07/2022 dans l'établissement SOGRAP implanté au lieu-dit « En Chalosset » 69170 ST MARCEL L'ÉCLAIRÉ. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOGRAP
- lieu dit « En Chalosset » 69170 ST MARCEL L'ÉCLAIRÉ
- Code AIOT dans GUN : 0006109043
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société SOGRAP matériaux exploite sur la commune de MARCEL L'ÉCLAIRÉ, une carrière de roches massive .

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Suivi de la mise en demeure
- Plan de gestion des déchets d'extraction-Action nationale 2022

#### **Principale(s) installations contrôlées:**

Carreau d'exploitation, zone de transit et de recyclage des déchets du BTP .

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet de propositions de suites administratives**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Suivi d'un arrêté Préfectoral de mise en demeure	Arrêté préfectoral de mise en demeure 09 septembre 2021 -Article 1	/	Amende administrative et astreinte journalière
Traçabilité des terres excavées et sédiments	Arrêté Ministériel du 31/05/2021 article 6	/	Lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Plan de gestion des déchets (PGD) : Déchets concernés	Arrêté Ministériel du 22/09/1994 article 1	/	/
PGD – Caractère inerte des déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994 Annexe I > 1	/	/
Plan de gestion des déchets (PGD) - contenu	Arrêté Ministériel du 22/09/1994 article 16 bis	/	/
Mise à jour et transmission du PGD	Arrêté Ministériel du 22/09/1994 article 16 bis	/	/

**2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'Inspection constate que le Plan de Gestion des Déchets issu de l'extraction est rédigé et mis en œuvre par l'exploitant.

Le registre des terres excavées entrantes est à transmettre à l'inspection sous 3 mois.

Lors de la visite d'inspection du 28 mai 2021, l'IIC avait constaté qu'une activité de transit avait lieu en dehors du périmètre autorisé. À la suite de la visite d'inspection du 28 mai 2021, un arrêté préfectoral de mise en demeure imposant notamment la remise en état du site a été établi et signé le 09 septembre 2021. Le jour de la visite objet du présent rapport, l'IIC a constaté que l'exploitant ne respecte pas les prescriptions de la mise en demeure du 09 septembre 2021. Cet écart constitue un délit.

Par conséquent l'inspection des installations classées propose à monsieur le Préfet du Rhône, conformément à l'article L. 171-8.II.4° du code de l'environnement, d'ordonner le paiement d'une amende administrative de 1 500 € correspondant au non-respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 7 septembre 2021 et d'ordonner une astreinte journalière de 250 € applicable à partir de la notification de la décision la fixant et jusqu'à satisfaction de la mise en demeure.

## 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle:** Mise en demeure du 09/09/2021

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral de mise en demeure 09 septembre 2021 -Article 1
<b>Thème(s) :</b> Suivi d'un arrêté Préfectoral de mise en demeure
<b>Prescriptions contrôlées :</b> La société SOGRAP, dont le siège social est Allée Barlotti-Rd39 42720 VOUGY, pour la carrière qu'elle exploite à Saint-Marcel L'Éclairé, est mise en demeure à <b>compter de la notification du présent arrêté :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• de cesser l'activité de stockage de déchets inertes sur les parcelles 308 et 310 situées à l'extérieur du périmètre ICPE ;</li><li>• de cesser l'activité de transit de déchets inertes sur les parcelles 308 et 310 situées à l'extérieur du périmètre ICPE ;</li></ul> <b>Sous trois mois</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• soit de remettre en état les parcelles 308 et 310 en procédant notamment à l'évacuation vers les filières dûment autorisées, de l'ensemble des déchets présents ;</li></ul> soit de déposer un dossier de régularisation (qui pourra viser à intégrer la zone dans le périmètre ICPE), à condition que cette activité soit compatible avec le Plan Local d'Urbanisme ;
<b>Constats:</b> Lors de la visite des installations, l'Inspection des Installations Classées a constaté que des déchets sont toujours présents à l'extérieur du périmètre autorisée et que la remise en état n'est pas finalisée. L'exploitant doit avoir évacué l'intégralité des déchets présents à l'extérieur du périmètre, remis en état le site pour un usage futur conforme à un usage naturel et procédé à la mise en sécurité du site conformément aux prescriptions de l'article R.512-46-25 du code de l'environnement afin de satisfaire à la levée de la mise en demeure.
<b>Type de suites proposées :</b> avec suites
<b>Proposition de suites : Amende administrative et astreinte journalière</b> L'inspection des installations classées propose à monsieur le Préfet du Rhône d'ordonner, conformément à l'article L. 171-8.II.4° du code de l'environnement, le paiement d'une amende administrative de 1 500 € correspondant au non-respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 7 septembre 2021 et d'ordonner également une astreinte journalière de 250 € applicable à partir de la notification de la décision la fixant et jusqu'à satisfaction de la mise en demeure.

**Nom du point de contrôle:** Plan de gestion des déchets (PGD) : Déchets concernés

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994 article 1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Durée de stockage des déchets d'extraction
<b>Prescription contrôlée :</b> Ne sont pas concernés par le plan de gestion des déchets (PGD) : <ul style="list-style-type: none"><li>- les déchets replacés dans les trous d'excavation à des fins de remise en état ou à des fins de construction liées au processus d'extraction des minéraux, telles que la création de voies d'accès pour des machines, de rampes de roulage, de cloisons, de merlons ou de bermes ;</li><li>- les déchets dangereux stockés &lt; 6 mois</li><li>- les déchets non inertes non dangereux stockés &lt; 1 an</li><li>- les déchets inertes, les déchets non dangereux et les terres non polluées stockées &lt; 3 ans</li></ul>
<b>Constats :</b> Les déchets stockés ne sont pas dangereux. Ce sont essentiellement des stériles issus de la découverte du gisement ainsi qu'aux éventuels refus issus du traitement des matériaux.
<b>Type de suites proposées :</b> sans suites
<b>Proposition de suites :</b> sans objet

**Nom du point de contrôle :** PGD – Caractère inerte des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994 Annexe I > 1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Vérification du caractère « inerte » des déchets d'extraction
<b>Prescription contrôlée :</b> Caractérisation de l'inertie des déchets : annexe I de l'AM du 22/09/1994 et circulaire du 22/08/2011  Annexe I>1 : <ul style="list-style-type: none"><li>a) pas de désintégration ni dissolution, de nature à produire des effets néfastes sur l'environnement ou la santé humaine ;</li><li>b) teneur maximale en soufre sous forme de sulfure <math>\leq 0,1 \%</math>, ou déchets avec teneur maximale en soufre sous forme de sulfure <math>\leq 1 \%</math> et le ratio de neutralisation <math>&gt;3</math>, (essai statique prEN 15875) ;</li><li>c) pas de risque d'autocombustion et pas inflammables ;</li><li>d) teneur en métaux (As, Cd, Co, Cr, Cu, Hg, Mo, Ni, Pb, V et Zn) suffisamment faible ;</li><li>e) pratiquement pas de produits, utilisés pour l'extraction ou pour le traitement, qui sont susceptibles de nuire à l'environnement ou à la santé humaine – exemple : flocculants (inertes si monomère <math>&lt; 0,1 \%</math> dans polyacrylamide) .</li></ul> Des déchets peuvent être considérés comme inertes sans qu'il soit procédé à des essais spécifiques dès lors qu'ils sont listés dans la circulaire du 22/08/2011.
<b>Constats :</b> Les déchets stockés proviennent des matériaux stériles issus de la découverte du gisement. Il n'y a pas eu d'activité anthropique sur le site. Les terres et stériles de découverte font partie de la liste des déchets inertes dispensés de caractérisation de la circulaire du 22/08/2011.
<b>Type de suites proposées :</b> sans suites
<b>Proposition de suites :</b> sans objet

**Nom du point de contrôle : Plan de gestion des déchets (PGD) - contenu**

<b>Référence réglementaire: Arrêté Ministériel du 22/09/1994 article 16 bis</b>
<b>Thème(s) :Actions nationales 2022, PGD</b>
<b>Prescriptions contrôlées :</b>  L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux.  Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;</li><li>- le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;</li><li>- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;</li><li>- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;</li><li>- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;</li><li>- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;</li><li>- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;</li><li>- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;</li><li>- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets.</li></ul>
<b>Constats:</b> Le plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées est effectif et a été transmis à l'inspection des installations classées après la visite. Le document reprend l'ensemble des points listés à l'article 16 bis
<b>Type de suites proposées : sans suites</b>
<b>Proposition de suites : sans objet</b>

**Nom du point de contrôle : Mise à jour et transmission du PGD**

<b>Référence réglementaire: Arrêté Ministériel du 22/09/1994 article 16 bis</b>
<b>Thème(s) :Actions nationales 2022, mise à jour du PGD</b>
<b>Prescriptions contrôlées :</b> Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Le plan de gestion est transmis au préfet.
<b>Constats:</b> Le plan de gestion, révisé en août 2021, a été présenté lors de l'inspection. La nécessité de maintenir à jour ce document, en cohérence avec le plan d'exploitation du site a été rappelée à l'exploitant. Le plan doit être révisé tous les 5 ans.
<b>Type de suites proposées: sans suites</b>
<b>Proposition de suites: sans objet</b>

**Nom du point de contrôle :** Traçabilité des terres excavées et sédiments

<b>Référence réglementaire:</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021 article 6
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Contenu du registre concernant les déchets, terres excavées et sédiments
<b>Prescriptions contrôlées :</b> Les personnes effectuant un transit, un regroupement ou un traitement de terres excavées et sédiments ayant ou non le statut de déchet, y compris les personnes les valorisant, notamment en remblayage, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les lots de terres excavées et sédiments entrants. Le registre des terres excavées et sédiments entrants contient au moins, pour chaque lot entrant, les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- la date de réception</li><li>- la nature et la quantité des apports</li><li>- l'origine des apports (producteur, SIRET, référence cadastrale du terrain)</li><li>- le traitement effectué (recyclage, valorisation par remblayage...)</li></ul>
<b>Constats:</b> Le registre des Terres excavées entrants n'a été présenté lors de l'inspection. Ce registre doit recenser l'ensemble des apports entrants sur la zone de remblai de la carrière. L'ensemble des informations reprises ci-dessus doivent être reprises dans ce dernier.
<b>Type de suites proposées:</b> avec suites
<b>Proposition de suites:</b> Lettre de suite préfectorale L'exploitant transmettra le registre avec les informations prévues à l'article 6 de l'Am du 31/05/2021 sous 3 mois.